

# Revoir les frontières du Kosovo : l'idée fait peur... et prend corps

BALKANS Le scénario est évoqué à demi-mot à Belgrade et Pristina, pour débloquer la négociation d'une normalisation des relations

C'est la « guerre », entre le père Sava Janjic, l'une des plus hautes autorités de l'Eglise serbe orthodoxe au Kosovo, et le président de son ex-mère patrie, Aleksandar Vucic. Le supérieur du monastère Decani, près de Pec, où il vit reclus sous bonne garde des forces de l'Otan, a confirmé cette semaine son statut de « cybermoine » : hyperactif sur Twitter et Facebook.

D'ordinaire bonhomme, le religieux qui ne manque jamais d'accueillir ses visiteurs avec un petit verre de raki, quelle que soit l'heure, a tiré à boulets rouges contre le président serbe et les médias progouvernementaux à Belgrade, pas loin d'accuser l'ecclésiastique de trahison. C'est que le père Sava s'oppose virulemment à l'idée, évoquée à Belgrade, d'une partition du Kosovo. Ce redécoupage des frontières verrait la Serbie « récupérer » le nord de son ex-province autoproclamée indépendante en 2008, cette partie du Kosovo encore majoritairement peuplée de Serbes...

« Après des années de nettoyage ethnique dans les Balkans et la reconfiguration de l'ex-Yougoslavie en entités ethniquement pures, il y a un nouveau danger d'un accord sur un échange de territoires qui ne serait rien d'autre que le parachèvement de la purification ethnique au

Kosovo », a tweeté lundi le père Sava. Et d'interpeller l'Union européenne et les Etats-Unis : « No more ! »

Si une bonne partie des quelque 120.000 Serbes au Kosovo (moins de 10 % de la population totale) vivent au nord du pays à majorité albanaise, beaucoup d'autres sont disséminés dans des « enclaves » dans le reste du pays, au sud de la ville divisée de Mitrovica, où les Albanais forment l'écrasante majorité. Et la plupart des monastères orthodoxes, un « trésor » pour les Serbes, ne se trouvent pas au nord.

Revoir les frontières ? Ce tabou longtemps absolu dans la poudrière des Bal-

kans est devenu la saga diplomatique de l'été. Rien n'est clair. Et encore moins décidé. Mais de petites phrases imprécises en ballons d'essai, l'idée qui fait peur... semble prendre corps.

Depuis leur dernier tête-à-tête à Bruxelles sous les auspices de l'UE, le 18 juillet, le président Vucic et son homologue kosovar Hashim Thaci se répandent en commentaires. Les deux pays doivent s'entendre sur une déclaration juridiquement contraignante pour normaliser leurs relations houleuses depuis la guerre de 1998-99. C'est la condition sine qua non en vue de leur intégration dans l'Union, un objectif stratégique officiel tant pour Belgrade que pour Pristina. La reconnaissance du Kosovo par la Serbie, qui s'y refuse toujours – avec le soutien de la Russie –, est au cœur de ce débat. Vucic se rendra au Kosovo le 9 septembre, tandis que le bras diplomatique de l'UE prévoit une reprise des pourparlers entre les deux leaders à Bruxelles « début septembre ».

L'idée d'une « partition » du Kosovo a ainsi fleuri à Belgrade, pour sortir la négociation sur la normalisation des relations de l'impasse. Fin juillet, le président Vucic déclarait : « Tous les Serbes savent qu'ils ont perdu le Kosovo mais je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour regagner ce qui peut être retourné (à la Serbie) et fuir ainsi en sorte que les choses ne se transforment pas en défaite complète ou en perte complète. » La semaine dernière, Aleksandar Vucic laissait entendre que seul un Kosovo avec des « frontières propres » pourrait un jour être reconnu par Belgrade.

A Pristina, Hashim Thaci n'est pas en reste. Le président du Kosovo est parti en campagne pour « récupérer » les vallées à majorité albanaise dans le sud de la Serbie, autour de la municipalité de Presevo. C'est le souhait de ces populations, défend Thaci. En contrepartie, le pré-

sident kosovar a exclu une « partition, un échange de territoires ou une autonomie pour les Serbes » au nord du Kosovo. Thaci plaide cependant pour une « correction des frontières », comme possible élément d'un compromis avec Belgrade.

De son côté, le vice-Premier ministre Hoxhaj a déjà dit que s'il n'y avait plus de « ligne rouge » dans la négociation avec Belgrade, il devrait en être de même pour les relations du Kosovo avec son voisin du sud : l'Albanie – relançant ainsi le spectre de la « Grande Albanie », face à la « Grande Serbie ». En Macédoine, on redoute un effet domino, où vivent d'importantes minorités albanaises. En Bosnie-Herzégovine, Milorad Dodik, le président de l'entité serbe, la Republika Sprska, rêve de larguer les amarres. Et voilà qui donnerait aussi des arguments au Kremlin, qui redessine les frontières en Ukraine, en Géorgie et en Moldavie.

Bref, ouvrir la boîte de Pandore a de quoi inquiéter, dans une région où même deux pays membres de l'UE (Croatie et Slovaquie) n'ont pas résolu leur différend frontalier. Une trentaine d'ONG, serbes et kosovares, ont ainsi alerté la cheffe de la diplomatie Mogherini contre le risque de « réaction en chaîne ».

**« Un échange de territoires (...) ne serait rien d'autre que le parachèvement de la purification ethnique au Kosovo »** LE PÈRE SAVA

Jusqu'ici, seule la chancelière Merkel a clairement condamné toute modification des frontières – Londres et Paris seraient sur la même ligne. Mais l'ambassadeur US au Kosovo est resté plus évasif. Et du côté de la Commission européenne, on estime vaguement que ce sont « les parties qui définissent le terrain d'entente pour un consentement mutuel ». Une manière de ne pas tuer dans l'œuf tout scénario qui permettrait de sortir de l'impasse ? ■

PHILIPPE REGNIER

